

**DIRECTION
DE LA
COMPTABILITÉ PUBLIQUE**

Sous-direction C
BUREAU C2

INSTRUCTION N° 88-7-A1-A3

du 20 janvier 1988

NOR : BUD R 88 00012 J

(Texte publié au *Bulletin officiel de la Comptabilité publique*)

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction :

n° du

**RECOUVREMENT DE L'IMPÔT DIRECT
RÉCLAMATIONS CONTENTIEUSES
SURSIS LÉGAL DE PAIEMENT**

ANALYSE

Relations entre les services extérieurs du Trésor et les services fiscaux

Impositions établies à l'initiative d'un agent dépendant d'une direction régionale ou d'une direction spécialisée

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 79-180-A1-A3 du 5 décembre 1979

Instruction n° 80-16-SPÉ-A1-A3 du 15 décembre 1980

En application de l'article R*190-1, 1^{er} alinéa, du livre des procédures fiscales, seul le service territorial de l'administration des Impôts du lieu d'imposition était compétent pour recevoir l'ensemble des réclamations d'assiette.

Dans un but de simplification et de réduction des délais de traitement du contentieux, l'article 5 du décret n° 87-552 du 17 juillet 1987, reproduit en annexe, portant modification du livre des procédures fiscales permet, désormais, aux contribuables d'adresser directement aux directeurs régionaux ou aux directeurs des services fiscaux chargés d'une direction spécialisée, les réclamations ou les demandes relatives à une imposition établie par un agent dépendant de leur autorité.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'application de cette disposition au regard des liaisons entre les services fiscaux et les services du Trésor.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION
GT
4

RGP	TPGR	TPG	DOM
RF	TP-RP	P	

1. INFORMATION DES COMPTABLES

Si la réclamation est assortie d'une demande de sursis de paiement, il appartient à la direction régionale ou spécialisée d'assurer elle-même l'information des comptables chargés du recouvrement, au moyen de l'avis n° 4075 *bis*. Par mesure de simplification, le second exemplaire de l'imprimé ne sera adressé qu'au seul trésorier-payeur général du lieu d'imposition et à Paris au receveur général des Finances, à charge pour ceux-ci de le transmettre, le cas échéant, au receveur particulier des Finances, directeur des poursuites dans son arrondissement financier.

De la même manière, il appartient au directeur régional ou spécialisé d'avertir le comptable chargé du recouvrement de l'existence d'une décision et de son sens au moyen de l'imprimé n° 4165, étant rappelé que le comptable centralisateur — trésorier-payeur général — est tenu informé au début de chaque mois des décisions de rejet prises au cours du mois précédent par un état n° 4115 *bis*.

L'exécution comptable des décisions d'admission totale ou partielle du directeur régional ou du directeur spécialisé continue à incomber à la direction territoriale.

2. TRANSMISSION DES RÉCLAMATIONS

Les avis d'imposition consécutifs à une imposition établie par un agent dépendant d'une direction régionale ou d'une direction spécialisée seront modifiés afin de faire désormais apparaître, dans cette hypothèse, les coordonnées du directeur régional ou spécialisé comme le destinataire de toute réclamation éventuelle.

En application de l'article 55 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'Administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal et de l'article 7 du décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983, les demandes adressées au service du recouvrement, mais relevant de la compétence des services de l'assiette devront être acheminées vers le service mentionné sur l'avis. Cette transmission continuera d'être assurée dans les conditions prévues par l'instruction n° 79-180-A1-A3 du 5 décembre 1979 c'est-à-dire au moyen :

- d'une fiche de visite lorsqu'il s'agit d'une démarche verbale;
- de l'imprimé P. 250 « avis de transmission d'une réclamation » dans le cas d'une demande écrite.

**

Toute difficulté d'application de la présente instruction devra être signalée à la direction sous le présent timbre.

Le directeur de la Comptabilité publique,
Pour le directeur de la Comptabilité publique :
Le sous-directeur, chargé de la sous-direction « C »,
J.-J. FRANÇOIS.

DÉCRET N° 87-552 DU 17 JUILLET 1987
portant modification du livre des procédures fiscales

ARTICLE 5

À l'article R* 190-1 du livre des procédures fiscales, il est inséré, entre les troisième et quatrième alinéas, un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque l'imposition contestée a été établie à l'initiative d'un agent dépendant d'une direction régionale ou d'une direction spécialisée, la réclamation peut être adressée au directeur chargé de cette direction ».